



Une agriculture diversifiée et responsable

En moins de trente ans, la France a connu une très forte chute du nombre d'exploitations et une diminution constante de l'espace agricole. En ce début du 21^e siècle, les agriculteurs français ont plusieurs défis à relever : continuer à nourrir la population en quantité et en qualité suffisantes et moyennant un prix accessible, mener la transition agroécologique, diversifier leurs activités pour accroître leurs revenus et créer de véritables entreprises pour les optimiser.



Réguler l'appropriation et l'exploitation des terres agricoles



La transition énergétique territoriale

La forêt couvre environ un tiers du territoire métropolitain et sa surface a doublé en deux siècles. Pour autant, du fait notamment de son morcellement, elle demeure sous-exploitée, alors même que le bois constitue la première énergie renouvelable. L'enjeu est donc d'optimiser la gestion forestière. Et, ce, d'autant que la France est en retard par rapport à ses voisins en matière d'énergie renouvelable. L'eau, le vent, le soleil... sont des ressources disponibles pour produire de l'énergie, mais le coût et l'intermittence de ces énergies renouvelables demeurent un frein à leur développement.



Une ville moderne et équilibrée

En 2050, 80 % de la population mondiale vivra dans des zones urbaines. C'est dire les défis à relever en matière de logements, d'infrastructures, de protection de l'environnement... Pour être attractive, chaque ville devra à la fois satisfaire des besoins individuels (logement, nourriture, soins, emploi, réseaux) et collectifs (pollution, énergie, biodiversité, mixité sociale, multifonctionnalité des espaces).



Une fiscalité favorable au territoire

Pour faire face aux nombreux défis qui se posent au Territoire, il convient de traiter des aspects fiscaux et financiers. Le développement harmonieux de tous nos environnements dépend, en effet, d'une mise en cohérence des politiques publiques et d'adaptation des règles fiscales et financières qu'il s'agisse de l'activité agricole, de la transition énergétique, de la gestion de l'espace entre différents usages et du respect de l'environnement et de la biodiversité.





Réguler

l'appropriation et l'exploitation des terres agricoles

La régulation de l'appropriation et de l'exploitation des terres agricoles est indispensable en vue de faire respecter l'intérêt public supérieur de la protection du territoire agricole.

Or, les outils actuels manquent de cohérence et d'efficacité. Un contrôle en amont, basé sur des critères objectifs, doit ainsi permettre de concilier intérêt général et intérêts particuliers en toute transparence.

Voilà pourquoi il est proposé :

- ▶ de remplacer les SAFER et le contrôle des structures par un organisme unique, chargé à la fois de la régulation de l'appropriation et de l'exploitation des terres agricoles ;
- ▶ de confier à cet organisme unique le contrôle des déclarations préalables d'acquisition et d'exploitation, basé sur les objectifs suivants :
 - garantir la viabilité économique des entreprises agricoles,
 - éviter la concentration excessive des terres et des exploitations,
 - lutter contre la spéculation foncière,
 - faciliter la transition agro-écologique,
 - lutter contre l'artificialisation des sols,
 - encourager les activités liées à la multifonctionnalité du territoire rural,
 - et contrôler les compétences des agriculteurs.

